

LA PROBLEMATIQUE DE LA COMMUNICATION SOCIALE EN AFRIQUE: LE CAS DU CAMEROUN

RESUME

L'article dresse un bilan critique de l'action des médias dans le domaine de la «Communication Sociale» au Cameroun depuis 1960, un bilan somme toute négatif parce que largement déficitaire. Conçus au départ pour servir de moteur au développement, ils sont devenus aujourd'hui de véritables instruments d'aliénation culturelle par la perpétuation de l'ordre colonial et impérialiste.

Pour tenter de sauver les peuples du Tiers-Monde en général et ceux d'Afrique en particulier de cette destruction déguisée, mais radicale dont ils sont victimes, l'auteur de cet article propose aux chercheurs en «communication et développement» un nouveau-type de système éducatif par la communication : la «communication éducation sociale du développement» ou «éducommunication de combat» en référence à la littérature de combat lancée par la Négritude. Il ne s'agit pas d'éduquer pour montrer qu'on sait le faire ou tout simplement par vengeance, mais de sortir une fois pour toutes les Africains de la léthargie afin qu'ils se frayent une voie dans le village planétaire en pleine construction.

ABSTRACT

This article is a critical appraisal of the contribution of the media to «social communication» in Cameroon since 1960 - wholly negative appraisal. Originally designed to serve as engines of development the media have today become veritable instruments

of cultural alienation perpetuating the imperial colonial order. In an effort to rescue Third World peoples in general and Africans in particular from the disguised but radical destruction of which they are victims, the author of the article recommends to researchers in the field of «Communication and Development» a new-style educational system through communication : Social Communication Education for Development or «Struggle Educommunication», the latter a reference to the literature of engagement inaugurated by the Negritude school. It is not a question of educating merely to prove one's competence, or for quite simply vindictive purposes, but to rouse Africans once for all from their lethargy so that they can make their way in the Global Village now being constructed in earnest.

LA PROBLEMATIQUE DE LA COMMUNICATION SOCIALE EN AFRIQUE : LE CAS DU CAMEROUN

*Par Marie DJUIDJEU
Chargée de cours à l'ESSTIC
Université de Yaoundé II*

La pratique de l'information et de la communication par les canaux formels au Cameroun depuis l'indépendance de ce pays en 1960, a fini par provoquer le divorce entre les communicateurs et leurs publics, particulièrement entre les médias nationaux et la population, comme témoigne la presque totalité des études menées dans ce domaine (1). Ces dernières sources accusent la programmation, et surtout le contenu ou plutôt « l'absence de contenu » des programmes d'être la principale cause de ce divorce dans la mesure où ceux-ci ne sont que rarement adaptés au niveau de compréhension, aux besoins réels, et presque jamais aux intérêts de leurs publics.

En dépit de ce constat de divorce, l'Etat camerounais continue de fonder d'immenses espoirs sur les médias qu'il considère comme un outil primordial de développement de par les missions qui leur sont assignées dans le processus de la construction nationale.

Face à un tel décalage on se pose quelques questions dont la principale porte sur la relation entre la politique de l'information qui visiblement est soucieuse de l'intégration nationale de toutes les couches de la population dans le processus de développement et sa mise effective en pratique dans ce pays. Dans l'hypothèse que les objectifs ainsi choisis étaient les meilleurs, a-t-on déployé les moyens nécessaires à leur exécution ? Les méthodes utilisées sont-elles efficaces ? Une tentative d'évaluation nous permettra de clarifier la problématique de la communication sociale au Came-

roun, pour détecter le niveau auquel se situe le mal afin de proposer quelque stratégie susceptible de contourner la difficulté.

I - BREVE PRESENTATION DE LA POPULATION CAMEROUNAISE

Le dernier recensement général de la population et de l'habitat au Cameroun estime qu'en 1991, ce pays compte 11.764.557 habitants. Parmi ces populations, 37,3% vivent dans des villes et 62,7% en zones rurales. Le taux d'alphabétisation est de 60% chez les personnes âgées de plus de 14 ans ; mais seulement 64,95% d'entre elles sont actives. Au niveau de l'habitat, 22,4% de ménages utilisent l'électricité, tout le reste s'éclairant soit avec des lampes à pétrole, soit avec de la graisse ou du bois. Par ailleurs, 57,6% boivent de l'eau non purifiée puisée dans des puits et des cours d'eau. Le problème foncier se pose avec plus d'acuité dans la mesure où seuls 8,4% des habitants du Cameroun sont détenteurs d'un titre foncier (2).

II - DE LA POLITIQUE NATIONALE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION AU CAMEROUN

A - LES OBJECTIFS

Avec la nationalisation du réseau de radiodiffusion (précédemment propriété de la France métropolitaine) en 1965, le ministre de l'Information du moment avait défini les objectifs assignés ainsi qu'il suit : «... éduquer, orienter, instruire, accroître les connaissances et la conscience des populations, susciter l'enthousiasme et l'adhésion des masses en ce qui concerne l'exécution des tâches politiques, économiques et sociales ; fournir au peuple des moyens de détente positifs et instructifs» (3). Cette phrase résume à elle seule le rôle d'éducateur populaire qui a été confié aux moyens de communication de masse au Cameroun dès le départ. Ces objectifs n'ont pas changé depuis lors ; les différents gouvernements ont estimé qu'ils sont encore d'actualité par rapport aux besoins d'émancipation des populations, comme le déclarait le ministre de l'Information et de la Culture lors d'une visite à l'Office de Radiodiffusion et Télévision, la «Cameroon Radio

Television» (CRTV) en septembre 1988.

Dans l'introduction de ce travail, j'ai posé l'hypothèse selon laquelle les objectifs choisis étaient les meilleurs : La situation sociale actuelle du Cameroun telle que déjà décrite nous permet d'affirmer avec le ministre de l'Information et de la Culture que ces objectifs répondent efficacement aux besoins réels sur le terrain, à condition qu'ils restent ouverts aux motivations des populations et à la philosophie de l'intégration nationale prônée au départ.

B - LES MOYENS

Trois principaux moyens sont généralement mis à la disposition d'un projet : Les moyens humains, techniques et matériels. Dans le cadre de ce travail, j'ajouterai un quatrième moyen parce qu'il constitue un élément important pour le fonctionnement des trois autres. Il s'agit des moyens juridiques, c'est-à-dire l'ensemble des textes officiels qui créent un cadre propice ou non au bon fonctionnement des services.

B1 - Moyens juridiques

Entre 1965 et 1991, une pléthore de lois et décrets réglementant le secteur de l'information et de la communication ont été signés par les instances officielles au Cameroun. Je n'en retiendrai que les plus importantes, soit celle de 1966 sur la presse, de 1988 sur la communication audio-visuelle et enfin la loi du 19-12-1990 relative à la liberté de la communication sociale au Cameroun. Il est à noter que le décret d'application de cette dernière loi n'existe pas, ce qui la rend inutile dans la mesure où elle ne peut pas être fonctionnelle.

Sur le plan lexical, les désignations juridiques ont progressé en fonction des exigences de chaque période pour passer de «la presse» à «la liberté de communication sociale», ensuite du monopole à la libéralisation, du moins théoriquement.

B2 - Moyens humains

Le Cameroun est presque le seul pays d'Afrique noire francophone qui abrite deux écoles de communication : il a été choisi

par l'OCAM en 1970 pour servir de siège à l'Ecole Supérieure Internationale de Journalisme de Yaoundé (ESIJY) ; cette dernière a rayonné sur le continent pendant deux décennies et restera pour longtemps encore une référence du genre dans la région. Elle a formé à ce jour plus de 450 journalistes et communicateurs de 12 d'Afrique sub-saharienne. En 1983, le projet de Télévision camerounaise amena les dirigeants de ce pays à ouvrir un centre de formation spécialisé à Yaoundé. A ce jour plus de 200 techniciens de diffusion, de maintenance et d'exploitation, ainsi qu'une vingtaine d'assistants de production et près de 10 réalisateurs camerounais y ont été formés. Ce centre, construit et entretenu par le consortium allemand SIEMENS assure en permanence le recyclage et le perfectionnement des communicateurs camerounais et étrangers par le biais de la formation à la carte, des séminaires et des ateliers. En plus de ces structures, le Cameroun continue de faire former ses communicateurs à l'IFP, INA, BBC, Radio Netherland... pour diversifier et compléter les équipes professionnelles. Des bourses d'Etat sont accordées tous les ans pour la formation du personnel de recherche et des formateurs, au Canada (UQUAM), en France (IFP - Paris II) et aux Etats-Unis d'Amérique.

L'abondance des ressources humaines dans les métiers de la communication a même amené certains observateurs à parler de saturation dans cette profession au Cameroun. Cette impression de saturation est nourrie par le fait que plusieurs dizaines de communicateurs formés se trouvent dans l'obligation d'exercer des tâches administratives subalternes dans l'Administration Centrale pour pouvoir gagner leur vie ; mais pendant ce temps, les organes de presse officiels font du ramassage d'éléments non qualifiés, comme le décrit un livre blanc sur le Cameroun récemment paru aux Editions Saint François :

«Le recrutement du personnel ne se fera que sur la base du clientélisme et du tribalisme. L'Office de Radio Télévision nationale se retrouve ainsi avec plus d'un millier d'agents détenteurs d'attestations de réussite sans crédibilité ramassées à l'étranger. Qu'à cela ne tienne ! Ils sont pour la plupart classés ingénieurs, réalisateurs et journalistes principaux ! Pas étonnant que la médiocrité s'installe et que les perspectives soient plus sombres que jamais en ce qui concerne la production locale des programmes» (4).

Par ailleurs, la fragilité de la presse privée ne permet même pas de faire des «piges», et cela ne fait que reconforter l'impression de saturation.

Il s'agit ici d'un cas flagrant de mauvaise gestion des ressources humaines abondantes peut-être, mais très irrationnellement exploitées.

B3 - Moyens techniques

Le réseau de Radiodiffusion est équipé de douze stations installées sur l'ensemble du territoire, ce qui assure une couverture à 100% avec un ensemble d'émetteurs de près de 200 Kw.

La Télévision en couleurs dispose du centre de production la plus moderne d'Afrique noire avec plus de 20 équipements complets de reportage et 32 émetteurs-relais sur le territoire.

L'édition et l'imprimerie sont fournies par la Société de Presse et d'Édition du Cameroun (SOPECAM) qui est équipée d'une chaîne de tirage couleur complète, le CEPER pour le ministère de l'Éducation nationale et des centaines d'unités imprimantes appartenant aux particuliers.

La Presse écrite émet plus de 100 titres déclarés depuis les dix dernières années, un quotidien, un bi-hebdomadaire, des dizaines d'hebdomadaires dans les deux langues officielles, des périodiques en français, en anglais ou en langues locales.

Le cinéma et la librairie (dont l'exploitation est libéralisée) fonctionnent aussi bien de façon formelle qu'informelle, en salle comme dans la rue...

En ce qui concerne la distribution, «MESSAPRESSE», seule messagerie du pays, est suffisamment implantée. Il apparaît donc que les moyens techniques les plus importants semblent réunis pour permettre une bonne communication sociale.

B4 - Moyens matériels

Financée en général par l'État sous forme de subvention et de la redevance audio-visuelle, la presse gouvernementale occupe sur les charges obligatoires de tout habitant actif du Cameroun la même place que le logement (crédit foncier), la taxe communale... ; elle bénéficie d'un budget autonome assez important. Son personnel jouit d'un statut particulier avec un traitement préférentiel par rapport à celui des autres agents exerçant dans le même secteur.

En ce qui concerne la presse privée, le monopole persiste dans l'audio-visuel ; la presse écrite connaît une percée fulgurante des titres indépendants, mais généralement démunis et à la merci des humeurs de l'autorité administrative qui fait des saisies et même des suspensions fantaisistes.

Dans l'ensemble, on peut affirmer que le Cameroun dispose de moyens matériels nécessaires pour mener une bonne communication sociale adaptée aux objectifs qu'il s'est fixés dans ce domaine. Les objectifs et les moyens étant relativement acceptables, il nous reste à explorer les méthodes utilisées par la C.S. au Cameroun pour «... éduquer, orienter, instruire, accroître les connaissances et la conscience des populations, susciter l'enthousiasme et l'adhésion des masses en ce qui concerne l'exécution des tâches politiques, économiques et sociales ; fournir au peuple des moyens de détente positifs et instructifs».

C.-LES METHODES

On distingue en général deux types de méthodes utilisées pour concrétiser une activité : les méthodes pédagogiques et les méthodes techniques. Une étude des moyens de communication par support nous permettra de juger de l'efficacité des méthodes qu'ils emploient pour «éduquer, orienter, instruire, accroître les connaissances et la conscience politique des populations...» comme le demande le discours officiel. Par ordre chronologique, nous commencerons par l'imprimé avant de venir à l'audiovisuel.

1 - L'IMPRIME

Sous cette dénomination rentrent la presse écrite, les magazines, les livres, les dépliants, les prospectus, les tracts... En somme tout ce qui peut être édité, imprimé et distribué ou affiché. Ce secteur a longtemps stagné, sous le poids de la censure totalitaire qui a soit tué l'esprit créatif au Cameroun, soit obligé l'exode des cerveaux vers des cieux plus libéraux. Depuis l'indépendance du pays, l'imprimé a connu deux périodes de floraison. Le 1er moment, de 1983 à 1984, correspond à la période de brouille entre deux régimes politiques. Les vannes furent alors ouvertes pendant quelques mois (Juin 83 - Février 84) et refermées juste après que l'incident fut clos. Le deuxième moment, celui que nous vivons actuellement correspond à une exigence internationale de

libéralisation des masses populaires que bien des pays africains admettent avec beaucoup de réserve. L'imprimerie et l'édition connaissent déjà un début de fonctionnement tendant vers la normale, mais la presque totalité des travaux porte uniquement sur l'actualité politique brûlante et régulièrement fournie. Seuls les journaux des églises et quelques organismes non gouvernementaux (ONG) s'intéressent à l'émancipation des masses populaires. (Les librairies et la seule messagerie de presse suivent exactement le même rythme de fonctionnement que l'imprimé, les travaux produits à l'étranger étant généralement interdits d'entrer dans le pays.) Ces titres sont très limités au niveau du tirage et de la distribution, ce qui explique qu'ils soient très peu connus du grand public. En général, la distribution est faite seulement au niveau de leurs adeptes.

Reconnaissons tout de même que depuis l'apparition du SIDA au Cameroun (reconnaissance officielle en 1986), le ministère de la Santé publique fait un peu de communication sociale à travers des campagnes d'éducation qui utilisent différents supports médiatiques parmi lesquels la presse écrite et les affiches.

La relance des activités des Ateliers de Matériel Audiovisuel (AMA) du Centre Jean XXIII de Mvolyé en 1987 offre une large gamme de possibilités encore très peu exploitées par les services camerounais de la communication sociale. Ces ateliers ont confectionné entre 1987 et 1991 plus d'un million de calendriers SIDA, de prospectus... Leurs principaux clients sont encore les églises et les ONG qui ont un public malheureusement trop petit par rapport à l'ensemble de la population.

Disons en fin de compte que le secteur de l'imprimerie au Cameroun bénéficie de bien grandes installations encore insuffisamment exploitées. Les quelques travaux réalisés à ce jour commencent par le fait divers pour s'orienter presque tous vers l'actualité. Cela s'explique en partie par le fait que l'imprimé ne fonctionne qu'en période de crise et disparaît en temps de paix comme nous l'avons signalé plus haut.

Les communicateurs dans ces supports et les penseurs sociaux n'ont ni le temps ni la possibilité de prendre du recul par rapport à l'actualité et à la répression pour penser aux travaux de fond ; alors on oublie l'impératif de libération des peuples abandonnés dans un sommeil onirique pour se jeter à la conquête de quelques nouveaux artifices et slogans lancés par ceux qui tirent profit de cette léthargie.

2.-L'AUDIOVISUEL

a) La Radio

Parmi les supports médiatiques installés au Cameroun, la radiodiffusion occupe la première place en ce qui est de sa popularité et de l'étendue de son champ d'action. Les principales causes de cette popularité se trouvent dans le fait que les postes récepteurs sont de plus en plus miniaturisés et sont autonomes par rapport aux sources d'énergie ; ils sont d'utilisation et de transport faciles (dans les champs, au bureau, au marché, en automobile...). De plus, on en trouve à tous les prix. Les stations provinciales émettent dans les langues locales et les ondes radio-électriques traversent toutes les barrières idéologiques, géographiques... Une très large majorité de la population, où qu'elle se trouve, a accès aux émissions de radiodiffusion.

En plus, le gouvernement camerounais a doté la radiodiffusion de services spécialisés dans l'éducation, l'orientation, l'instruction, l'accroissement des connaissances et de la conscience politique des masses populaires comme le veut la politique nationale de l'information et de la communication. Elle dispose entre autres, d'un service des émissions éducatives et d'un service des émissions culturelles. Ces deux services confectionnent et contrôlent des émissions hebdomadaires d'un volume total de 37 heures 30' sur les 136 h 30' du poste national. Les stations provinciales, quant à elles, ne font que la traduction de ce qui a été dit sur le poste national auquel elles restent impuissamment inféodées.

L'étude de trois programmes de radiodiffusion destinés à l'éducation, à l'orientation et à l'instruction des masses nous permettra de faire ressortir les différentes méthodes pédagogiques et techniques utilisées dans le processus d'éducation populaire et civique. Ces programmes qui sont produits localement et qui couvrent différents domaines de la vie et intéressent la totalité de la population sont :

- «Le défi agro-pastoral» : Eveil du monde rural ;
- «Santé pour tous, tous pour la santé» : Tout public confondu ;
- «L'OSTC magazine» : Emission syndicale destinée à l'instruction et à l'orientation des travailleurs.

* «Le défi agro-pastoral». Cette émission est destinée aux ruraux, soit 62,7% de la population camerounaise. Dans le domaine

de l'éducation, de l'instruction, ils sont les plus nécessaires. Programmé deux fois par semaine à 21h sur le poste national en français et en anglais par la direction de l'éducation rurale du ministère de l'Agriculture, en collaboration avec le ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales, il est retransmis sur l'ensemble du réseau et rediffusé sur certaines stations provinciales.

On remarque que l'heure de programmation est tardive pour le monde rural, compte tenu de ses activités qui vont du lever du jour à la tombée de la nuit. De plus, le poste national est construit à Yaoundé, une ville où il n'y a que très peu d'activités agropastorales. Chaque région naturelle a son calendrier agricole et pastoral qui ne correspond pas à celui des autres régions. Ainsi on parle de la cacaoculture dans ces programmes alors que seules cinq provinces sur dix pratiquent la culture du cacao. Les thèmes utilisés n'intéressent généralement qu'une région et ne cadrent pas toujours avec les activités agropastorales du moment. Les outils pédagogiques ne correspondent pas aux réalités. Les langues utilisées (français et anglais) sont inadaptées car à la campagne, cible de l'émission, seuls 8% des habitants parlent et entendent l'une au moins des deux langues. En plus, les spécialistes parlent dans un langage technique pas toujours accessible aux ruraux (çacobre, sandoz, le PK15, le 20-10-10 ...). Les méthodes utilisées ici sont inefficaces : ce qui constitue une des causes du divorce entre la radio et ce public dans leur domaine vital.

* «Santé pour tous, tous pour la santé». L'émission fonctionne sur le principe du direct où des spécialistes répondent aux questions des auditeurs posées par téléphone. Cette émission, destinée à tout public n'intéresse finalement qu'un public très réduit, à cause de l'approche qui ignore l'enseignement de la santé primaire, de l'éducation sanitaire, de l'hygiène et de la salubrité. Lorsqu'on sait que le nombre de Camerounais qui dispose d'un téléphone est très restreint, on comprend que le moyen technique qu'est le téléphone est mal choisi.

* «OSTC Magazine». C'est l'émission doctrinale du parti unique, destinée à matraquer, à endormir les travailleurs par rapport à leurs conditions misérables. Le principal thème de l'émission est la sécurité du travailleur alors qu'il n'existe pas de sécurité sociale à proprement parler au Cameroun.

Aucun de ces programmes «grand public» n'est confectionné sur le principe de l'éducation, de l'instruction, et de l'orienta-

tion pour l'accroissement des connaissances de la population.

Vulgairement appelé «boîte à musique», la radiodiffusion au Cameroun s'intéresse davantage aux programmes de variétés musicales qui occupent plus de la moitié du volume horaire global. A ce sujet, Biyiti bi Essam, dans sa thèse, écrit en page 255 : «La radiodiffusion camerounaise est en voie de bureaucratisation totale et pourtant elle marche. Ceux qui ont la charge de la radiodiffusion semblent se contenter de l'évidence de son fonctionnement, sans s'inquiéter outre mesure de la qualité du produit. Voici une machine qui s'emball... et dont la principale fonction est, en définitive, non l'objet social qui lui est assigné par ses statuts et par la société civile, mais d'assurer le gonflement, la pérennité et l'auto-suffisance de ses cadres ; la production radiophonique d'émissions devenant progressivement non une fin en soi, mais un prétexte à prébendes» (5).

Pour conclure le chapitre sur la radiodiffusion, disons qu'elle a beaucoup perdu en crédibilité. La rétention de l'information, la désinformation y sont monnaie courante et finalement, la rumeur et les stations de radio étrangères sont préférées à Radio Cameroun qui pourra difficilement remplir les tâches qu'on veut bien lui confier aussi bien en matière de politique sociale que de politique politicienne. «Cette radio-là ne pourra soutenir le pouvoir politique qu'à la manière de la corde soutenant le pendu» (6).

b) La Télévision

La construction de la télévision camerounaise a coûté 500.000.000 \$ USA, soit 124 milliards de F.CFA, ce qui constitue le plus gros projet réalisé par le Cameroun depuis son indépendance. Elle fonctionne depuis 1985, sa production locale d'émissions est passée de 10 à 40% pendant les cinq premières années et se retrouve aujourd'hui inférieure à 25% des 55h d'émissions hebdomadaires. Plus de la moitié du temps d'antenne est réservée aux émissions récréatives, le reste étant partagé entre les informations (à peu près 11h 40'), les émissions sportives (en moyenne 5h), religieuses (2h30'), éducatives et culturelles (4h40').

Au-delà de cette faible proportion d'émissions susceptibles d'augmenter les connaissances des téléspectateurs dans des domaines vitaux, bien d'autres obstacles empêchent la majorité des Camerounais de bénéficier de la télévision :

- elle émet dans les deux langues officielles (français et anglais) seulement alors que 40% de la population ne comprennent aucune de ces langues ;

- un récepteur T.V. coûte au moins 50.000 F.CFA soit 200 \$ USA alors que le revenu brut par tête d'habitant est de moins de 100 \$ USA par an, très inégalement réparti ; seuls les Camerounais moyens peuvent se permettre le luxe d'acheter un récepteur T.V. et, à condition de vivre dans une zone qui bénéficie des installations électriques ; or nous avons dit plus haut que seuls 22,4% des ménages utilisent l'électricité.

Finalement, la télévision au Cameroun est essentiellement élitiste pour les raisons qui viennent d'être évoquées.

Malgré ces restrictions très importantes, l'Etat camerounais a tout de même choisi de faire de la T.V. son principal outil de développement en y investissant une somme colossale et en imposant que son entretien soit supporté par tous les Camerounais actifs à travers une redevance audiovisuelle obligatoire.

Ce petit tour d'horizon sur les méthodes tant techniques que pédagogiques des médias camerounais permet de constater que dans la pratique de leur travail, ils n'utilisent pas des méthodes susceptibles de permettre la réalisation des objectifs fixés au départ.

En ce qui concerne la production télévisuelle locale, on pourrait accuser l'absence des moyens mais certains programmes tels que « Minute by minute » qui coûtait une cassette de récupération de 20 minutes, environ 1000 F.CFA (4 \$ USA) et qui pourtant était une bonne émission éducative ont disparu de la grille sans cause apparente. D'autre part, lorsqu'on sait ce que coûtent certains programmes produits à l'étranger (en moyenne 50.000 F.CFA soit 200 \$ USA par émission) sans rapport avec les réalités camerounaises, on est bien tenté de penser que c'est un choix et non pas un manque de moyens. « Minute by minute » se limitait à la présentation (sans commentaire) de la réalité dans les rues du Cameroun. Elle a été supprimée et remplacée par une documentaire ethnologique qui présente la réalité partout ailleurs sauf au Cameroun.

La radio et la presse écrite qui font surtout de la production locale ne brillent pas non plus dans le domaine de la recherche des solutions aux vrais problèmes des populations camerounaises. A peu près 70% des programmes radio, en plus des chaînes entières, font plutôt des émissions récréatives ou des documentaires produits hors du pays.

A la question de savoir ce qui amène les responsables camerounais à préférer les programmes étrangers à ceux du pays, on peut répondre en évoquant les raisons suivantes :

a) Quel que soit le domaine dans lequel on peut produire localement, il y apparaîtra toujours des indices de misère et d'irresponsabilité du gouvernement et assimilés, d'où le risque d'éclaboussement encouru par le pouvoir.

b) Dans l'importation des productions étrangères, le risque d'éclaboussement est réduit à zéro, d'une part, et d'autre part, l'habitude et la pratique quotidienne font que le Camerounais préfère passer des marchés pour en tirer un certain pourcentage de profit personnel. Or, en privilégiant la production locale, les responsables ne gagnent rien parce que les dépenses sont faites dans un circuit simplifié alors qu'avec les commandes internationales, plus il y a des intermédiaires et plus ils ont des possibilités de détournement.

c) Il y aurait la volonté de présenter des programmes qui éblouissent la population et la détournent de sa lutte quotidienne pour sa libération.

En définitive, le Cameroun a construit des ours blancs dans le domaine de l'information et surtout de la communication sociale.

Plus ou moins volontairement détournés de ses objectifs fondamentaux, les médias sont devenus plutôt des instruments d'aliénation du peuple camerounais, alors qu'ils ont été construits pour le développer. Par ailleurs, on ne peut que reconnaître que les médias ont montré leur limite quant à la réussite d'une telle entreprise.

La radio éducative au Niger, la T.V. scolaire en Inde, le CETV en Côte d'Ivoire, sont autant d'expériences et de gâchis qui se sont soldés par des échecs ailleurs dans le Tiers Monde.

Quant à l'école, elle ne peut non plus assurer la formation de tous ; elle est longue et élitiste, et présente des programmes en déconnexion totale avec les réalités du terrain. La formation permanente est presque inexistante alors que les problèmes sont aigus et nécessitent en permanence de nouvelles stratégies. Pour sauver les populations du Tiers Monde de la relégation au rang d'animaux, de simples esclaves et de consommateurs vers laquelle l'organisation actuelle du monde est en train de les canaliser, il est urgent et même impérieux de concevoir un nouveau type de système éducatif plus pratique, plus adaptable aux nouvelles stratégies de développement qui évoluent en fonction de l'espace et du

temps ; il s'agit en fait de préparer ces peuples à reconquérir leur dignité humaine, bafouée par quatre siècles d'agression occidentale.

Ce nouveau type de système éducatif aura à jouer un rôle déterminant dans le processus de resocialisation des masses désorientées par la chute des valeurs traditionnelles et complètement égarées à l'heure actuelle, pour les introduire progressivement dans le monde moderne sans les déraciner de leur univers culturel. Il s'agira en fait de leur dispenser une éducation moins éparse et plus complète que ne le fait le communicateur classique d'une part, d'autre part moins élitiste et plus pratique que celle de l'instituteur. Qu'elle soit appelée éducation populaire, éducation conscientisante, ou «*éducation de combat*», à l'image de la littérature de combat de la Négritude, ce nouveau type d'éducation, pour être efficace, ira vers les populations, descendra directement sur le terrain pour les réveiller et servir de catalyseur à une prise de conscience totale.

Il aura à revaloriser les systèmes traditionnels d'éducation et les canaux traditionnels de communication pour les adapter aux besoins profonds du milieu. Au stade actuel de l'évolution de la société africaine, le profit professionnel susceptible de mieux réussir une telle entreprise est celui de «*communicateur-éducateur social du développement*» que je propose comme nouveau-né aux travailleurs sociaux. Pour bien remplir ses fonctions, le communicateur-éducateur social du développement devra être très bien préparé, avec une formation à mi-chemin entre celle du pédagogue et celle du communicateur classique. Cette préparation devra mettre un accent particulier sur l'esprit du sacerdoce, et lutter pour l'annihilation des notions pré-conçues : l'usage de la méthode cartésienne sera vivement recommandé. Une formation adéquate viendra compléter cette préparation, je propose ici un projet de programme, une ébauche de ce qu'il peut contenir.

DE LA FORMATION DES C.E.S.D.
PROJET DE PROGRAMME DE FORMATION
DES COMMUNICATEURS EDUCATEURS SOCIAUX
DU DEVELOPPEMENT

1ère Année Enseignement Général : Enseignement technique professionnel

Psychologie : Initiation à l'utilisation des supports médiatiques

Sociologie : Conception du matériel didactique

Pédagogie générale :

Economie du développement (production) : Animation et dynamique de groupes

Droit : Techniques d'enquêtes sociales

Communication : Education populaire et civique

2ème Année Psycho-sociale : Les coopératives (création + gestion)

Relations publiques :

Pédagogie des adultes : Techniques de la communication directe

Economie du développement (gestion) : Matériel didactique

Management (organisation + gestion des ressources humaines) :

Education populaire et civique (pédagogie appliquée)

Droit :

STAGE SUR LE TERRAIN

2911

1ère Année : en moyenne 1 mois par trimestre

2ème Année : la moitié de l'année académique.

19

DE L'UTILISATION DES SERVICES DES C.E.S.D

8

Dé l'utilisation des services de communicateur-éducateur social du développement.

Chaque communauté a besoin d'au moins un communicateur-éducateur social du développement, tout comme d'un moniteur agricole, d'un maître d'école, d'un catéchiste, de l'infirmier du coin, etc... Au niveau des grandes communautés, il pourrait y avoir plusieurs communicateurs-éducateurs sociaux du développement organisés au sein d'une même équipe hiérarchisée.

Leur principal rôle est de servir d'élément moteur à une dynamique interne du milieu social en vue de sa promotion. Par rapport aux autres travailleurs sociaux sur le terrain, le communicateur-éducateur social du développement est particulièrement chargé de l'éducation populaire civique des populations, suivant un programme officiellement adopté ; il est le moniteur de la communauté.

En plus de cela, il sert d'organe de liaison entre les différentes composantes du milieu social, entre ce milieu et l'administration et vice versa. Ses activités sont comparables au béton qui relie les particules pour donner un tout cohérent, solide et sans vide.

Mon apport personnel à l'avancement de la recherche dans ce domaine consiste en cette nouvelle donne que je propose aux penseurs et décideurs en communication et développement afin qu'ils puissent la juger et l'expérimenter, surtout dans les pays du Tiers Monde où «l'Ignorance» occupe toujours la première place sur la liste des principaux freins au développement.

Cette formule a l'avantage d'être dynamique et personnalisée pour le communicateur. Elle permet de :

- décentraliser la responsabilité en la remettant dans les mains des petites équipes qui la gèrent en fonction des problèmes spécifiques de chaque région et qui en portent la charge entière parce que se sentant directement concernées alors que la formule médiatique est anonyme et statique ;

- faire participer toute la base par l'intégration du C.E.S.D. dans le milieu, c'est-à-dire la formule catalysatrice ; elle prépare la base à déclencher elle-même l'action de son développement ;

- maintenir les peuples dans leur milieu naturel revalorisé.

J'ai la ferme conviction que «savoir c'est pouvoir», et c'est ce «savoir» qui manque le plus aux peuples d'AFrique et du Tiers-Monde en général. La lutte contre cette «Ignorance» sera longue et très ardue. L'erreur commise jusqu'à présent par les vrais nationalistes africains a été de ne pas associer les masses populaires à la conception des différentes stratégies de combat, sous prétexte que «ces populations sont ignorantes» et «ne peuvent faire que du suivisme». Leurs efforts ont été très vite récupérés par la bourgeoisie compradore installée au pouvoir. Il s'agit maintenant de prendre en compte toutes les couches de la population et de les préparer graduellement à la victoire sur l'«ignorance». La première étape consiste en une éducation populaire systématique sur la base d'un programme conçu pour le milieu africain et adapté

au contexte mondial actuel. Je me propose, dans une étude future, d'aborder le contenu d'un tel programme en donnant quelques éléments socio-culturels utiles à sa confection. En attendant, je pense qu'il est extrêmement important de préparer dès à présent même le corps professionnel qui aura la lourde charge d'être des C.E.S.D., pour ne pas nous retrouver dans la situation qui obligerait à faire appel, une fois de plus, à l'assistance technique.

Marie DJUIDJEU

NOTES

- (1) Biyiti bi Essam J.P., 1984 : Une radio régionale africaine et son public : analyse d'un divorce. Doctorat 3e cycle, Université Paris 7, 362 p.
- (2) FNUAP, «Démo 87 : Recensement général population et habitat - Cameroun».
- (3) A.F.P. Bulletin d'Afrique n° 5799 du 04/10/65 : Interview du MINFO, M. Bindzi à l'occasion de la reprise du réseau par le Cameroun. «Une semaine d'information au Cameroun». - Discours d'inauguration de la radiodiffusion par le président Ahidjo le 30-09-1965.
- (4) Livre blanc sur le Cameroun, p. 352.
- (5) Biyiti bi Essam, op. cit., p. 255.
- (6) Ibidem, p. 256.

BIBLIOGRAPHIE

- Biyiti bi Essam, J. P. 1984. Une radio régionale africaine et son public : analyse d'un divorce. Thèse de Doctorat 3e cycle, Université Paris 7, 362 pages.
- Collectif, 1990. Changer le Cameroun. Pourquoi pas ? Livre blanc par un groupe d'intellectuels - Yaoundé, Octobre 1990, Eds Saint François, 399 p.
- Etounga Manguelle, Daniel, 1990. L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel ? Dakar, Nouvelles Editions Africaines, 236 p.
- Kabou, Axelle, 1991. Et si l'Afrique refusait le développement ? Paris, Eds Harmattan, 207 p.
- LE NET, Michel, 1984. Livre blanc sur la communication sociale. Paris, Eds de l'Institut de la Communication Sociale, 144 p.
- Messanga Obama, 1991. «Etude de la perceptibilité du Défi agro-pastoral dans la région de Nganga (Akonolinga)». Mémoire, ESSTIC, 119 pages.